

Pourquoi transmettre ?

par David Berliner

Je l'appelle le "tout-perdre" contemporain. "On perd notre culture", "on a abandonné nos coutumes", "les traditions se perdent", "tout fout le camp", "il n'y a plus rien ici", "les jeunes ne s'intéressent plus au savoir" : la perte se décline aujourd'hui sous toutes les formes. La perte de la culture, de l'identité, des traditions, du savoir, des racines, et leurs conséquences sont des tropes mobilisés par de nombreux individus et collectifs à travers le monde. Le besoin de transmettre n'est pourtant pas une idée neuve. L'histoire du patrimoine est celle de la conservation pour les générations futures. Dans ses *Histoires* (livre premier), Hérodote d'Halicarnasse se proposait déjà de "préserver de l'oubli les actions des hommes, de célébrer les grandes et merveilleuses actions des Grecs et des Barbares". Aujourd'hui, partout à travers le globe, l'anthropologue est confronté à l'omniprésence de discours nostalgiques sur la perte, l'oubli, la nécessité ou l'impossibilité de transmettre. Il suffit, en effet, de penser aux débats agités sur les racines chrétiennes de l'Europe, au succès du texte *Racines* d'Alex Haley aux Etats-Unis, au tourisme de mémoire et à l'obsession généalogique contemporaine. Mais aussi aux populations autochtones au Canada, aux communautés indigènes en Amérique du Sud ou aux familles d'immigrés en Europe qui revendiquent la préservation de leur culture.

"Culture, authenticité et transmission" forment désormais un trio de notions inséparables, devenues des justifications morales en elles-mêmes et déployées par des acteurs et des groupes dont l'intention est l'affirmation de soi dans un contexte perçu comme mondialisé et déracinant. Transmettre "pour les générations futures" est maintenant une valeur. De même que l'impératif de retrouver ses racines est devenu une injonction morale et politique, car il faut savoir d'où on vient pour aller de l'avant. Sans quoi l'on se trouve être "déraciné". Sur un forum, un internaute se demande d'ailleurs si on "devient malade lorsqu'on perd ses racines".

Autant de discours et de pratiques culturels qui révèlent une peur du changement, de la postmodernité, de l'individualisme, de l'hybridation, et accusent la globalisation de conduire inexorablement à l'oubli. A vrai dire, je ne suis pas certain que nous sachions vraiment ce que nous ne souhaitons pas perdre. Cette rhétorique prend surtout son sens dans le discours de crise qui prédomine actuellement. "Cette crise générale qui s'est abattue sur tout le monde moderne atteint presque toutes les branches de l'activité humaine", disait Hanna Arendt (1972, p. 223). Un "désir de catastrophe" (Jeudy 2010) où "le seul futur est celui de l'expectative d'un désastre" (*ibid.*, 7) entraîne un nouveau moralisme au nom duquel transmettre aux générations futures devient un devoir. On se questionne sur la destruction de la nature, les guerres, les menaces nucléaires, les disparitions des cultures et des identités. Mais dans quel état sera ce monde que nous allons laisser à nos enfants et petits-enfants, déjà pensés comme passifs et désabusés ? Pourtant, il y a aussi dans ce discours une part de fantasme. C'est alors au nom de

la crainte d'une disparition imminente qu'on cherche à préserver, dans l'urgence, des formes de vie, des valeurs, des forêts, des souvenirs traumatiques, des traditions, des identités, des racines, des langues, des rites, des savoir-faire, et j'en passe. Au nom du tout-perdre, il faut absolument "faire passer" quelque chose du passé, des identités et des cultures, qu'il s'agisse des nôtres ou de celles des autres, mais aussi protéger la terre en tant qu'écosystème. A cet égard, le sociologue Jean-Louis Tornatore a bien montré que l'esprit de patrimoine tend à se diffuser, déployé qu'il est par des collectifs, des Etats et des instances globalisées, et qu'il porte désormais aussi bien sur des monuments, des lieux que sur le "vivant" (naturel et culturel) que l'on cherche à protéger et à transmettre aux générations futures (Tornatore 2010). Que serait d'ailleurs l'humanité sans l'Unesco pour se soucier de transmettre les patrimoines aux générations futures ? Ne serait-ce pas un monde voué au chaos et au désarroi généralisé, comme à l'aube d'un cataclysme à venir ?

Pour les anthropologues, il n'y a rien de bien neuf dans ce genre de discours. "Perdre sa culture" est une figure nostalgique aussi vieille que l'anthropologie. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire la préface des *Argonautes* et les premières pages de *Tristes Tropiques* et on ne manquera pas d'être frappé par le discours de Malinowski et de Lévi-Strauss sur la disparition inéluctable des sociétés traditionnelles. Une idée qui s'appuyait sur l'existence fantasmée par les Occidentaux de peuples premiers menacés par la modernisation. Pour les anthropologues d'avant la Seconde Guerre (français, britanniques ou américains), c'était alors l'âge d'or d'une nostalgie moderniste pour des mondes en train d'être

perdus à jamais, en tout cas le croyait-on à l'époque. Mais aussi, un tel pessimisme s'inscrivait dans l'idée d'après laquelle tout individu a besoin d'un héritage culturel à transmettre, sans quoi, écrivait alors l'anthropologue américain Edward Sapir, il "est réduit à l'impuissance. Il est incapable, à lui seul, en ne comptant que sur ses ressources intellectuelles et ses forces personnelles, de tisser une trame culturelle résistante et vivante" (1969, p. 91).

Reste à savoir ce que constitue un héritage culturel indispensable. D'abord, ce que nous enseigne l'anthropologie est que l'obsession à transmettre, telle que nous la vivons aujourd'hui en Occident et chez les élites du monde, ce n'est certainement pas une donnée historique et culturelle. Il existe des façons différentes de penser la perte, la mémoire, l'héritage et la transmission. Quand un expert de l'Unesco, un paysan guatémaltèque ou encore un universitaire burkinabé s'exclament qu'ils ont "perdu leur culture", il nous faut toujours penser une telle assertion dans le tissu complexe de leurs préoccupations locales. Bien entendu, "transmettre sa culture" est une formule complexe qui doit être interprétée dans le contexte social et culturel au sein duquel elle se déploie. En particulier, il est des usages politiques nationalistes de la culture et de sa nécessaire transmission qui font froid dans le dos. Eriger des différences et des frontières culturelles peut se révéler être une entreprise extrêmement dangereuse. La rhétorique de la culture, par-delà l'ouverture et la diversité que connote ce mot, est aussi une arme de guerre. Et on peut vouloir se battre pour en assurer la transmission.

Une dernière réflexion : l'impératif contemporain à transmettre tend à oblitérer la nécessité à oublier. A l'heure actuelle, peut-on encore oublier, jeter et détruire ? Dans sa nouvelle "Funes ou la mémoire", Luis Borges mettait en scène cet homme désormais incapable d'oublier suite à une chute de cheval, une hypermnésie qui allait le mener directement à la mort. De fait, l'oubli est un processus vital. Des hommes, des groupes, des monuments, des pratiques ont toujours été (malheureusement) soumis à la disparition. Mais aussi, certains souhaitent ne pas se souvenir, ne pas transmettre et avoir le droit de ne pas continuer.

Ouvrages cités :

- Hannah Arendt, *La crise de la culture*, Gallimard, 1972.
- Henri-Pierre Jeudy, *Le désir de catastrophe*, Circé, 2010.
- Edward Sapir, *Anthropologie, tome 2 : Culture*, Minuit, 1969.
- Jean-Louis Tornatore, *L'esprit de patrimoine*, Terrain 55, 2010.

David Berliner est anthropologue au Laboratoire d'Anthropologie des Mondes contemporains et chargé de cours à l'Université Libre de Bruxelles. En 2001-03, il a effectué son post-doctorat à Harvard University, puis a enseigné à la Central European University (Hongrie). Il a publié divers articles sur l'apprentissage et la transmission, la mémoire, la religion, les jeunes et la culture matérielle en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est. Il a co-édité (avec Ramon Sarro, 2007) *Learning Religion : Anthropological Approaches* ainsi qu'un numéro de la revue *Terrain* intitulé *Transmettre* (2010). Il entame une nouvelle recherche ethnographique au Laos sur les politiques de l'UNESCO et la transmission culturelle dans la ville de Luang Prabang.